



FAITS SAILLANTS

- D'après les résultats de l'analyse du Cadre harmonisé (nov. 2024), plus de 2,4 millions de personnes sont en insécurité alimentaire, contre 2 millions en 2023. Ce chiffre pourrait atteindre 3,7 millions à la prochaine soudure.
- En réponse à l'appel à l'aide du gouvernement, face aux inondations fluviales, les Nations unies ont activé l'action anticipatoire, un nouveau mécanisme pour agir en amont des crises.
- Tom Fletcher, le nouveau Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des affaires humanitaires a visité le Soudan et le Tchad pour soutenir les personnes affectées.

CHIFFRES CLÉS

Population	18.9 M
Taux d'alphab.	27,28%
Espérance de vie	52 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de mortalité maternelle	1063/100 000 Naissances vivantes
Personnes dans le besoin	6 M
Accès à l'eau potable	64%
PDI	215.9 K
Réfugiés	1,2 M
Retournés	244 K

FINANCEMENTS

1.125 milliard
Fonds requis (en US\$)

55,5% Financés

Au sommaire

Résultats de l'analyse du Cadre harmonisé P.1

Action anticipatoire : Un impact positif P.3

Tom Fletcher en visite au Tchad et au Soudan P.4

16 jours d'activisme : tous unis contre les VBG P.5

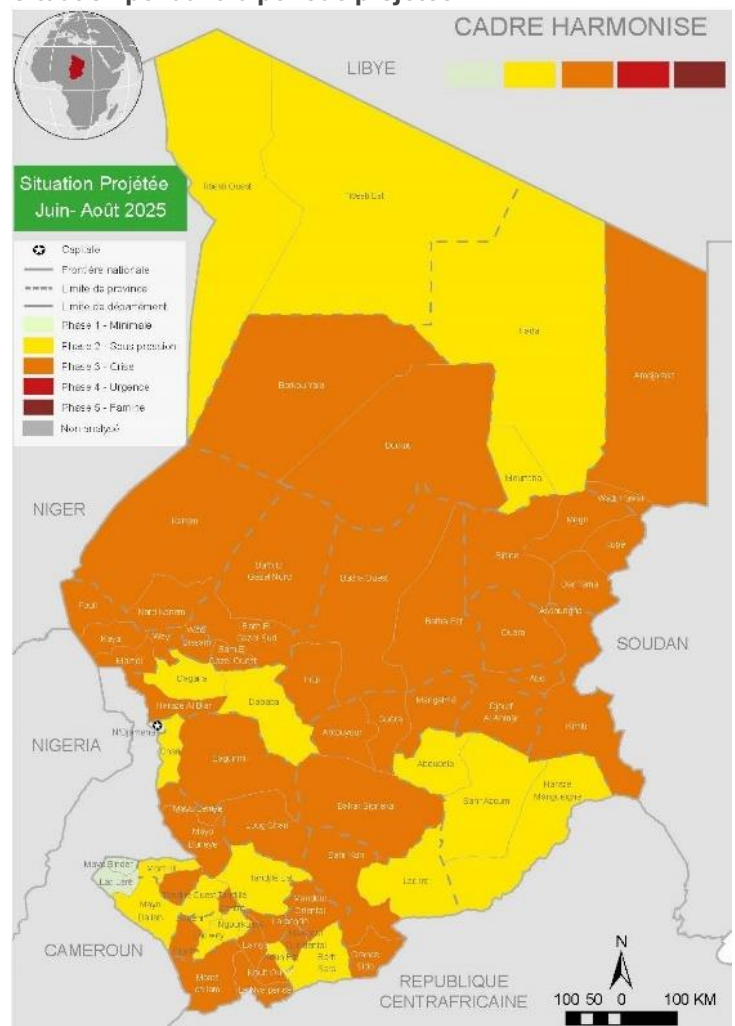
Une situation alimentaire et nutritionnelle très préoccupante

Les résultats de l'analyse du **Cadre harmonisé** ont été validés le 13 décembre 2024 par le gouvernement via le comité technique du Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des crises (CASAGC), montrant ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle est préoccupante. Ces résultats présentent une situation alimentaire et nutritionnelle marquée par une dégradation continue des conditions de vie des ménages.

D'après ces résultats, **plus de 3,7 millions de personnes** (soit 21 % de la population tchadienne) pourraient être en **insécurité alimentaire aiguë** (phases 3 et +) pendant la prochaine période de soudure (juin-septembre). L'analyse de décembre 2023 indiquait qu'environ 2,8 millions de personnes devraient être dans la même situation.

Près de 50 départements sont concernés, avec plus de 3,2 millions de personnes en phase crise et plus de 400 000 personnes en phase d'urgence. Il s'agit du plus grand nombre de personnes en insécurité

Situation pendant la période projetée

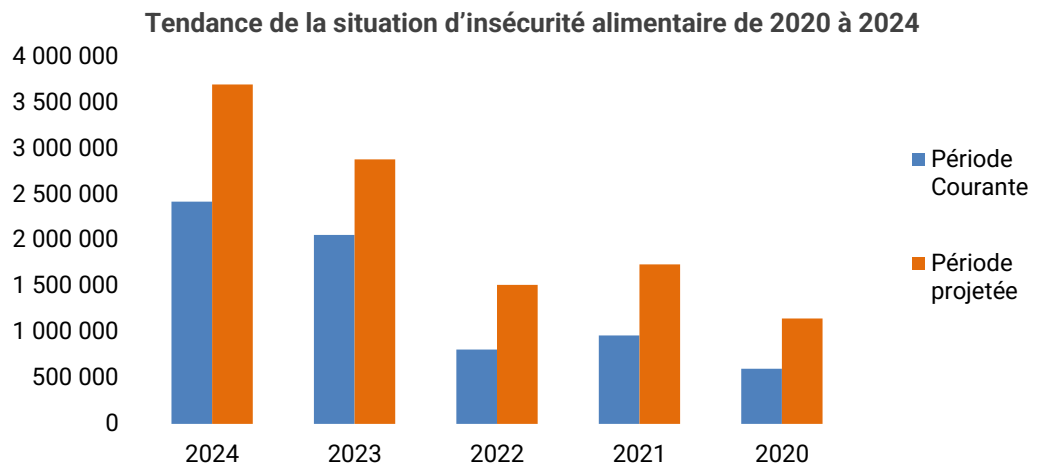


alimentaire jamais enregistré au Tchad. Les populations de ces départements auraient besoin d'assistance alimentaire immédiate. Seuls deux départements resteraient dans la phase minimale à ce moment-là, à savoir **Lac-Léré** et **Mayo-Binder**, tous dans la province du **Mayo-Kebbi Ouest**.

Cette situation alimentaire et nutritionnelle s'explique, entre autres, par une baisse prévisionnelle de la production agricole par rapport à la moyenne quinquennale. On enregistre un déficit de 614 tonnes de céréales par rapport à la saison précédente, et cela, à la suite des inondations qui ont détruit plus de 432 200 hectares de champs, toutes cultures confondues à travers le pays, particulièrement dans le Sud, une zone considérée comme l'un des greniers céréaliers du Tchad.

A cela s'ajoutent les hausses inhabituelles des prix des denrées alimentaires de base, enregistrées à travers le pays, qui restreignent l'accès aux personnes les plus touchées (ménages pauvres et très pauvres).

Par ailleurs, depuis 2020 l'on constate une augmentation graduelle du nombre de personnes en insécurité alimentaire à chaque analyse. C'est la cinquième année consécutive durant laquelle le pays est confronté à une insécurité alimentaire sévère. De 600 000 personnes en insécurité alimentaire en 2020, on est arrivé à 2,4 millions en 2024, en passant par les 963 000 en 2021, et les 2 millions en 2023, comme le montre le graphique ci-dessous



Situation nutritionnelle chroniquement critique

La dernière enquête nutritionnelle (sur le modèle SMART) réalisée en 2022 donnait à 1,5% le taux de malnutrition aigüe sévère au Tchad, en-dessous des 2% du seuil critique fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cependant, les analyses basées sur les données d'admissions dans les structures de prise en charge nutritionnelle à travers le pays montrent une situation alarmante.

En effet, les établissements sanitaires ont enregistré des taux élevés d'admission des enfants de moins de 5 ans dans les structures de prise en charge de la malnutrition, comparés à la moyenne des 9 dernières années. La situation est exacerbée cette année par des facteurs aggravants comme : les hausses atypiques des prix des denrées alimentaires, afflux massif de réfugiés, les mouvements de population liés à l'insécurité et aux chocs climatiques (inondations, et sécheresse).

Par ailleurs, l'analyse interannuelle de taux d'admissions montre que la tendance globale des admissions des enfants de moins de cinq ans dans les unités de prise en charge est en hausse comparée à la moyenne des neuf (09) dernières années.

Les acteurs humanitaires, prêts à intervenir

Les acteurs humanitaires s'engagent à soutenir les personnes affectées par les crises dont l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, comme il est le cas chaque année. En 2024, environ 2,2 millions de personnes étaient ciblées pour recevoir l'assistance alimentaire. Au 30 septembre, les acteurs humanitaires avaient réussi à toucher 2 millions d'entre elles (90,9%), avec 36% des fonds reçus (53,3 millions). Pour ce qui est de la nutrition, plus de 761 000 personnes sur 2,1 millions ciblées ont reçu l'assistance (36%) ayant coûté 62,2 millions.

En 2025, les partenaires visent à répondre aux besoins alimentaires urgents de **3,2 millions** de personnes ciblées sur un total de 4,6 millions dans le besoin. Concernant la nutrition, **2,2 millions** de personnes sont ciblées dont majoritairement des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe. Pour y arriver, les humanitaires ont besoin d'environ **450 millions** de dollars.

Inondations : quand l'action anticipatoire change la donne

Faisant face à la montée des eaux des fleuves Chari et Logone, le gouvernement tchadien, par le biais de son Premier ministre, a lancé, le 4 novembre, un appel d'aide à ses partenaires. En réponse à cet appel, l'Équipe humanitaire pays (EHP) a activé la réponse via l'Action Anticipatoire (AA), avec une enveloppe de 5 millions de dollars avec l'appui d'OCHA. Cette initiative pilote, une première au Tchad, avait pour objectif d'anticiper la réponse aux conséquences humanitaires des inondations causées par la montée des eaux, en apportant une assistance précoce aux populations les plus vulnérables de N'Djamena.

Cette première d'action anticipatoire au Tchad a mis en lumière l'importance d'agir en amont des catastrophes, soulignant la nécessité de renforcer les systèmes d'alerte précises et d'investir dans la résilience des communautés face aux chocs climatiques

L'activation du cadre d'action anticipatoire, financée par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), a permis de cibler plus de 230 000 personnes exposées à la catastrophe.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a fourni des abris temporaires et distribué des kits essentiels aux familles ayant perdu leurs maisons.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont renforcé les services de santé, répondant aux besoins des populations affectées, en particulier les femmes et les enfants. L'UNICEF, en partenariat avec d'autres agences, a évalué les



Walia, N'Djamena, 3 octobre 2024. Des riverains d'un bras du fleuve Logone essaient de contrer la montée des eaux. Crédit photo : Nations Unies.

besoins en eau potable et en infrastructures sanitaires, réduisant ainsi les risques sanitaires liés aux inondations. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont assuré un soutien alimentaire d'urgence et évalué la vulnérabilité des communautés affectées. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mené des campagnes de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène pour prévenir les maladies liées aux eaux stagnantes.

Après les inondations, OCHA et ses partenaires ont organisé un atelier de capitalisation des leçons apprises et de réflexion sur le premier déclenchement du pilote CERF action anticipatoire (AA) pour les inondations fluviales de 2024 dans la ville de N'Djamena. Cet atelier visait à identifier les points forts, les défis et les possibilités d'amélioration du processus d'élaboration, de déclenchement et de mise en œuvre du cadre, y compris l'identification des opportunités de renforcer la collaboration entre les partenaires et améliorer la redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires. Au cours de cet atelier, les parties prenantes se sont familiarisées avec les objectifs de l'approche globale de l'action anticipatoire.

Cette première expérience d'action anticipatoire a mis en lumière l'importance d'agir en amont des catastrophes. Elle souligne également la nécessité de renforcer les systèmes d'alerte précoce, d'élargir la mobilisation des ressources et d'investir dans la résilience des communautés face aux chocs climatiques.

Avec un total de 13 millions de dollars mobilisés en 2024 par le CERF pour répondre aux inondations, cette initiative a jeté les bases d'une nouvelle approche dans la gestion des crises humanitaires au Tchad. Les partenaires espèrent capitaliser sur cette expérience pour améliorer leurs interventions futures et protéger davantage de vies.

En bref

La visite de Tom Fletcher rend plus visible la situation humanitaire au Tchad

Tom Fletcher, le nouveau Secrétaire General Adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a été nommé le 9 octobre 2024.

Après sa prise de fonction le 18 novembre, M. Fletcher a choisi le Soudan et le Tchad comme sa toute première mission sur le terrain, pour à la fois s'imprégner de la situation humanitaire qui y prévaut et appeler la communauté internationale à les soutenir.

Il est venu toucher du doigt la situation des réfugiés soudanais, retournés tchadiens du Soudan, et communautés hôtes. Ces communautés ont été les premières à accueillir les migrants, et à partager avec eux leurs maigres ressources. En plus d'accueillir leurs



Le SGA des affaires humanitaires de l'ONU, échangeant avec des réfugiés à Adré pour mieux comprendre leurs besoins et renforcer l'engagement de la communauté internationale. Crédit photo : OCHA/Catherine Arseneau

"J'ai vu des gens dévastés par le conflit au Soudan, mais qui se relèvent parce qu'ils veulent aller de l'avant. [...] Il est important que la communauté internationale soutienne ces personnes en augmentant le financement pour répondre aux énormes besoins humanitaires."

voisins soudanais, les Tchadiens ont ouvert leur territoire comme corridor pour acheminer l'aide humanitaire transfrontalière vers le Darfour où des millions de Soudanais, déplacés par la guerre vivent des situations de famine. Cette crise, longtemps ignorée, a besoin d'une pareille visibilité pour rappeler à la communauté mondiale sa responsabilité d'humanité envers le Soudan, et son voisin le Tchad, qui accueille environ 800 000 nouveaux réfugiés sur son sol, depuis le 15 avril 2023 où le conflit soudanais avait éclaté. Avant cette crise, plus de 400 000 anciens réfugiés soudanais vivaient déjà au Tchad. Toutes ces personnes vivent dans les trois provinces de l'Est (Ouaddaï, Sila et Wadi Fira) où près de 2 millions de personnes étaient déjà affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, sur une population totale de 2,9 millions d'habitants.

« J'ai vu des gens dévastés par le conflit au Soudan, mais qui se relèvent parce qu'ils veulent aller de l'avant. J'en ai vu beaucoup d'autres qui portent les cicatrices de ce conflit, qui dure depuis plus de 18 mois, et qui ont besoin d'aide pour se remettre sur pied. Mais j'ai aussi vu des travailleurs humanitaires passionnés par le soutien aux personnes qui ont été envoyées ici par la guerre. Il est important que la communauté internationale soutienne les personnes touchées en augmentant le financement pour répondre aux énormes besoins humanitaires », plaide Tom Fletcher, après avoir fait un tour à Adré (est du Tchad) et El Geneina (Soudan).

Le SGA aux affaires humanitaires des Nations unies, qui a rencontré de hauts responsables tchadiens, les a remerciés au nom du peuple tchadien pour la grande générosité et l'hospitalité dont ils ont fait preuve en accueillant plus d'un million de réfugiés sur leur sol et en permettant à l'aide destinée aux soudanais de transiter par leur territoire.

16 jours d'Activisme : OCHA et ses partenaires unis contre les violences faites aux femmes et aux filles au Tchad

Chaque année, la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles mobilise les efforts pour lutter contre ce fléau mondial. Le thème retenu par les Nations Unies en 2024 est : « Vers les 30 ans de la déclaration et du programme d'action de Beijing, tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ». Au Tchad, le Gouvernement a choisi comme thème national : « Prévention des violences basées sur le genre en période électorale pour une participation politique égalitaire des femmes ».

Dans le cadre de son mandat, OCHA a assuré une coordination active à travers le Réseau Genre dans l'Action Humanitaire (REGAH). Ce réseau, composé de partenaires divers, a été un catalyseur pour la sensibilisation et l'implication des organisations féminines dans cette campagne nationale et internationale. Par le biais d'une large diffusion de messages de sensibilisation, OCHA a encouragé les organisations communautaires et les structures étatiques à intensifier leurs efforts pour atteindre un public plus large.

En collaboration avec ses partenaires, OCHA a déployé des activités novatrices et ciblées dans plusieurs régions du Tchad. Parmi les initiatives remarquables, avec l'appui de la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) et des leaders communautaires, des sessions éducatives sur les mariages précoces ont été organisées à Goz Béida et Farchana, atteignant un large public. L'Union des Femmes pour les Actions de Développement (UFAD), membre du REGAH, a mené des échanges avec des groupes de femmes pour sensibiliser sur les violences basées sur le genre dans la ville de N'Djamena. L'unité CMCoord d'OCHA a mis en avant les violences basées sur le genre et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS) lors d'une formation destinée aux acteurs civils et militaires à Farchana. Les discussions ont inclus l'Agenda Femmes-Paix-Sécurité et les résolutions associées, renforçant ainsi l'engagement des participants.

OCHA, à travers son engagement et sa coordination, a joué un rôle crucial dans le succès de la campagne des 16 jours d'activisme au Tchad, contribuant à renforcer les efforts visant à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles, tout en promouvant une participation inclusive et égalitaire.

Sous l'égide de l'UNFPA, chef de file de la campagne, OCHA s'est associé à divers partenaires, notamment des organisations non gouvernementales internationales (ONGI), des agences des Nations Unies et des structures étatiques, pour maximiser l'impact des activités. Cette approche collaborative a permis une couverture étendue et une participation significative des communautés locales, avec un accent particulier sur les zones comme le Ouaddaï, le Sila et le Logone Oriental.

La campagne des 16 jours d'activisme a réuni divers acteurs autour d'actions de plaidoyer, de débats, de sensibilisations via les médias, et de formations ciblées. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), par exemple, a intégré la thématique des violences basées sur le genre dans ses activités d'aide alimentaire, impliquant des bénéficiaires de toutes tranches d'âge.

OCHA, à travers son engagement et sa coordination, a joué un rôle crucial dans le succès de la campagne des 16 jours d'activisme au Tchad. En mettant l'accent sur la prévention, l'éducation et la sensibilisation, l'organisation a contribué à renforcer les efforts visant à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles, tout en promouvant une participation inclusive et égalitaire dans tous les domaines de la vie sociale et politique.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Franck G. Dakouri, Chef de Bureau par intérim, dakouri@un.org, Tel. (+235) 60 06 20 81

Augustin Zusanné, Analyste à l'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org/chad | www.response.reliefweb.int/chad